



**HAL**  
open science

## Le socialisme municipal à l'épreuve du déclin urbain

Élie Guéraud, Achille Warnant

► **To cite this version:**

Élie Guéraud, Achille Warnant. Le socialisme municipal à l'épreuve du déclin urbain. *Politix*, 2023, 143 (3), pp.53-78. 10.3917/pox.143.0053 . hal-04533606

**HAL Id: hal-04533606**

**<https://hal.science/hal-04533606v1>**

Submitted on 5 Apr 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **Le socialisme municipal à l'épreuve du déclin urbain. Transformations démographiques, (dé)mobilisations électorales et métamorphoses de l'action publique locale à Nevers (1971-2022)**

Elie Guéraud et Achille Warnant

**Résumé :** Cet article se propose d'analyser les causes et les conséquences de la crise du socialisme municipal à Nevers, une ville moyenne du centre de la France. Conquise par les socialistes en 1971, la commune connaît une alternance à l'occasion des élections municipales de 2014, à l'occasion desquelles un candidat « sans étiquette » remporte la victoire. Nous montrons que si ce changement s'explique par des facteurs nationaux, tels que la diminution des votes à gauche chez les classes populaires et la "cartellisation" du PS, certaines particularités locales en ont amplifié ces effets. La décroissance démographique et l'appauvrissement qui se sont amplifiés dans les années 2000 ont modifié les bases sociales du pouvoir local, affaiblissant la capacité des socialistes et de leurs alliés à mobiliser leurs soutiens en raison de la réduction des ressources publiques et/ou de la baisse de leur efficacité.

**Mots clés :** socialisme municipal, élections municipales, déclin urbain, petite bourgeoisie culturelle, action publique locale, France

« Pas facile de gommer les clichés ! Surtout lorsque ceux qui les ont répandus s'appellent Alain Resnais et Georges Simenon », écrit, le 3 juin 1980, un journaliste du *Monde* chargé de brosse le portrait de la municipalité. « Nevers traînant son ennui sur son fleuve déserté, Nevers à l'affût derrière ses volets clos [...] Nevers a dix ans de retard ! », rapporte-t-il encore<sup>1</sup>. En ce début de décennie, la préfecture de la Nièvre apparaît ainsi, depuis Paris, comme une cité balzacienne figée dans le temps. Nevers, qui compte alors 45 000 habitants environ, a pourtant connu, entre 1946 et 1975, une expansion remarquable, alimentée par l'installation de ménages populaires originaires des espaces ruraux alentours et des fractions intellectuelles des classes moyennes liées au déploiement territorial de l'État<sup>2</sup>. Cette évolution a contribué à la victoire du Parti socialiste (PS) et de ses alliés communistes dès 1971, avant même « la vague rose » de 1977. Cependant, comme en atteste cet article du *Monde*, le bilan de ce laboratoire précoce du « socialisme municipal » post-SFIO et de l'union de la gauche est très tôt terni par les premiers symptômes de la déprise économique<sup>3</sup> et démographique<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> « Nevers veut vivre en province », *Le Monde*, 3 juin 1980.

<sup>2</sup> Commerçon (N.), *La dynamique du changement en ville moyenne : Chalon, Mâcon, Bourg*, Presses universitaires de Lyon, 1988.

<sup>3</sup> De 1975 à 1982, le taux de chômage passe de 2,5 % (commune) et 2,4 % (unité urbaine) à respectivement 6,2 % et 5,5 % (contre 2,6 % à 5,6 % à l'échelle de la France).

<sup>4</sup> Ainsi, pour la première fois depuis le XX<sup>e</sup> siècle, la population de la municipalité (et de son unité urbaine) décroît entre 1975 et 1982, de 45 000 à 43 000 habitants pour la commune et de 66 527 à 65 550 pour l'unité urbaine. Source : Insee, RP 1975 et 1982.

que connaît la ville. Si l'arrivée de Pierre Bérégovoy, parachuté à Nevers pour les élections municipales de 1983<sup>5</sup>, offre provisoirement un second souffle aux socialistes<sup>6</sup>, l'accalmie est de courte durée. Dès les années 1990 et plus encore dans les années 2000 et 2010, la décroissance démographique s'accélère et le taux de chômage progresse. C'est dans ce contexte que la commune connaît en 2014 une alternance inédite dans l'histoire de la municipalité. Face à la majorité sortante, un candidat « sans étiquette », soutenu au second tour par l'UMP et l'UDI, s'impose dans une triangulaire (avec 49,8 % des suffrages exprimés et 28,6 % des inscrits) après avoir mené campagne sur l'incapacité des sortants à enrayer ce phénomène de déprise. À l'occasion des élections municipales de 2020, l'édile, candidat à sa réélection désormais investi par LREM, est élu dès le premier tour du scrutin avec 51,2 % des suffrages exprimés et 17,8 % des inscrits, loin devant la principale liste d'union de gauche (22,4 % des suffrages exprimés, 7,8 % des inscrits), achevant de tourner la page du socialisme municipal à Nevers.

Loin de constituer une exception, ce cas particulier permet de rendre compte de deux phénomènes plus généraux dont on aimerait ici discuter des modalités d'articulation. D'une part, cette défaite des socialistes à Nevers s'inscrit dans un processus de recul des différentes forces de gauche, perceptible à l'échelle municipale dès 2014<sup>7</sup>. Dans les villes moyennes, en particulier, la gauche perd alors 38 communes (elle n'en conserve que 22 sur 141)<sup>8</sup>, au profit de listes s'affichant à droite de l'échiquier politique, mais aussi « sans étiquette » ou issues de la « société civile ». D'autre part, la commune est sujette, comme près de la moitié des villes moyennes françaises dans la période contemporaine<sup>9</sup>, à un phénomène de « déclin urbain », sous l'effet conjugué de la désindustrialisation, de l'étalement urbain et, plus récemment, du « retrait territorial de l'État »<sup>10</sup>, occasionnant décroissance démographique, paupérisation des habitants et dégradation de la valeur de l'espace<sup>11</sup>.

Comment expliquer que, dans une part significative de ces villes, les socialistes et leurs alliés, qui disposaient pourtant d'un ancrage historique important, aient pu laisser leur place à de nouvelles forces politiques venues de la droite, du centre et (plus rarement) de l'extrême droite ? Nous souhaitons démontrer que si le phénomène tient bien à des facteurs nationaux désormais bien connus, à l'instar de l'effritement du vote à gauche dans les classes populaires<sup>12</sup> ou de la « cartellisation » du PS<sup>13</sup>, les transformations socio-démographiques à

---

<sup>5</sup> Qu'il remporte au second tour avec 54 % des suffrages exprimés, 40,5 % des inscrits.

<sup>6</sup> La ville continue de perdre des habitants, la baisse est moins rapide entre 1982 et 1999 que durant la période précédente. Le taux annuel de variation est ainsi de - 0,8 % entre 1975 et 1982 contre - 0,3 % entre 1982 et 1990, tandis qu'il stagne à - 0,2 % à l'échelle de l'unité urbaine.

<sup>7</sup> Gougou (F.), Foucault (M.), « Le bilan des élections municipales de 2014 », *Revue Politique et Parlementaire*, 1071-1072, 2014.

<sup>8</sup> Warnant (A.), « [Pour qui vote la France des villes moyennes ?](#) », *Fondation Jean Jaurès*, 2020.

<sup>9</sup> Chouraqui (J.), « Medium-sized cities in decline in France: between urban shrinkage and city centre devitalisation », *Spatial Research and Planning*, 79 (1), 2021; Guéraud (É.), Piguet (V.), « Le déclin urbain comme question sociale. Une analyse des dynamiques contrastées des villes moyennes », *Espaces et sociétés*, 1 (191), 2024.

<sup>10</sup> Artioli (F.), « Les politiques du retrait territorial de l'État », *Gouvernement et action publique*, 1 (1), 2017 ; Chouraqui (J.), « Les réformes et l'État et la transformation des services publics : des tendances internationales au local, quels effets pour les territoires ? », *Annales de géographie*, 732 (2), 2020.

<sup>11</sup> Béal (V.), Cauchi-Duval (N.), Rousseau (M.), « Aux sources du déclin urbain : les limites d'une pensée magique », *Déclin urbain. La France dans une perspective internationale*, Vulaines sur Seine, Editions du Croquant, 2021 ; Fol (S.), Cunningham-Sabot (E. C.), « « Déclin urbain » et Shrinking Cities : une évaluation critique des approches de la décroissance urbaine », *Annales de géographie*, 674, 2010.

<sup>12</sup> Escalona (F.), Vieira (M.), « La social-démocratie des idéopôles », in De Waele (J-M.), Vieira (M.), dir., *Une droitisation de la classe ouvrière ?* Paris, Economica, 2012 ; Tiberj (V.), « La politique des deux axes. Variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988-2007) », *Revue française de science politique*, 62 (1), 2012.

l'œuvre localement viennent redoubler les effets de cette dynamique selon deux modalités. D'une part, le déclin urbain affecte directement le peuplement et se traduit par une importante décroissance démographique, en particulier dans les quartiers d'habitat social où se concentre une partie du vivier électoral des socialistes (i). D'autre part, il renforce la défiance des « couches moyennes salariées »<sup>14</sup> ancrées dans le centre-ville à l'égard de la gauche municipale, qui voient la valeur économique et symbolique de leur espace de résidence se dégrader (ii).

Ainsi, l'objectif de cet article est double. Il s'agit d'abord, à partir de ce cas particulier, d'apporter un éclairage empirique sur le recul des listes marquées à gauche à l'occasion des élections municipales de 2014 dans les villes moyennes sujettes au déclin urbain. Si la crise de socialisme municipal constatée dans ce cadre s'explique par un affaiblissement de la base militante locale, dans le cadre plus général d'un « effacement » du PS<sup>15</sup>, elle est aussi le fait de la fragilisation de ses relais locaux assurant une intermédiation politique entre le parti et les électeurs. Partant, nous souhaitons rendre compte de la recomposition de l'espace politique local, dans un contexte territorial peu étudié par les sciences sociales<sup>16</sup>, en plaçant la focale sur le rôle des « acteurs secondaires de la politique »<sup>17</sup>, en marge du militantisme institué, à l'instar des responsables et bénévoles associatifs ou des entrepreneurs locaux. Le deuxième objectif consiste à interroger le rôle du déclin urbain dans un tel processus. En effet, la décroissance et la paupérisation, qui s'intensifient dans les années 2000, contribuent non seulement à modifier les bases sociales du pouvoir local mais fragilisent aussi la capacité des socialistes et de leurs alliés à les mobiliser, notamment en raison de la rétraction des ressources d'action publique et/ou de la baisse de leur efficacité.

Afin de répondre à ces deux objectifs, nous reviendrons dans un premier temps sur l'histoire du socialisme municipal à Nevers depuis son accession au pouvoir en 1971. Suite à l'émergence des premiers symptômes du déclin urbain dès la fin des années 1970 et sous l'impulsion de Pierre Bérégovoy à partir de 1983, les socialistes et leurs alliés engagent d'importants travaux d'urbanisme et mettent en place des politiques sociales et culturelles ambitieuses, qui renforcent la base sociale et militante du parti, en particulier dans le centre-ville où se développe une petite bourgeoisie culturelle locale, dont certains des membres rejoindront le parti. Dans les années 2000, cette stratégie s'essouffle en raison d'une nette diminution des ressources et des investissements publics locaux et nationaux et de l'intensification du déclin urbain, affaiblissant l'ancrage matériel et symbolique des socialistes dans les quartiers d'habitat social et le centre-ville. Enfin, nous nous intéresserons aux enjeux de cette alternance en matière d'action publique locale. Si la fragilisation des relais locaux des socialistes et de leurs alliés précède cette alternance, celle-ci s'accompagne d'une importante réduction des dépenses publiques et d'une réaffectation des ressources de la commune qui accentuent la tendance.

---

<sup>13</sup> Bachelot (C.), « Revisiter les causalités de l'évolution. Le PS au prisme de la cartellisation », *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

<sup>14</sup> Qui furent pourtant, à Nevers comme en France, un soutien de taille au socialisme municipal et national : Grunberg (G.), Schweisguth (É.), « Le virage à gauche des couches moyennes salariées », *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, Presses de Sciences Po, 1983.

<sup>15</sup> Lefebvre, (R.) « Dépassement » ou effacement du parti socialiste (2012-2017) ? », *Mouvements*, 89 (1), 2017.

<sup>16</sup> Authier (J.-Y.), Bidou-Zachariassen (C.), « Éditorial. Ces villes dont on ne parle pas », *Espaces et sociétés*, 168-169, 2017.

<sup>17</sup> Aldrin (P.), Vannetzel (M.), « Dans les lisières. Une sociologie des acteurs secondaires de la politique dans deux petites villes françaises », *Politix*, 128 (4), 2019.

## Encadré méthodologique

Cet article s'appuie sur la mise en commun et la confrontation de matériaux empiriques collectés à l'occasion de deux enquêtes de terrain menées à Nevers dans les années 2010 et 2020. La première, réalisée entre 2013 et 2018 dans le cadre d'une thèse de doctorat, s'inscrit dans la tradition d'une sociologie ethnographique attentive aux rapports sociaux et aux logiques de stratification sociale, saisis dans le temps long de l'enquête par immersion. Elle interroge l'ascension d'une petite bourgeoisie culturelle locale dans les années 1980 puis sa fragilisation dans les années 2010, sous l'effet du retrait de l'État, de la crise du socialisme municipal et du déclin urbain<sup>18</sup>, en s'appuyant sur des outils empiriques variés : une centaine d'entretiens, des nombreuses heures d'observation participante, travail sur archives, analyse secondaire des données de la statistique publique. La seconde, entamée en 2014, combine les outils et les perspectives théoriques de la géographie et de la science politique. Elle s'intéresse aux effets du déclin urbain ainsi qu'à la manière avec laquelle les élus locaux y font face, en replaçant cette réflexion sur le temps long : des années 1970 à nos jours<sup>19</sup>. Elle repose sur près d'une centaine d'entretiens conduits, à Nevers et dans les communes environnantes, auprès d'élus, de responsables associatifs et d'entrepreneurs locaux, ainsi que sur des archives issues de la presse locale et de la propagande électorale.

## Genèse, ascension et fragilisation du socialisme municipal à Nevers

*Un laboratoire précoce du socialisme municipal post-SFIO et de l'union des gauches (1971-1983)*

Le 15 mars 1971, Daniel Benoist, candidat d'une liste d'Union de la gauche, est élu maire, avec près de 58 % des voix (42,9 % des inscrits), au second tour des élections municipales sur la promesse d'un « Grand Nevers à 100 000 habitants »<sup>20</sup> et sur la priorité donnée à « une politique sociale hardie [...] »<sup>21</sup>. La gauche fait le plein des voix dans les quartiers d'habitat social qui se sont développés au cours des années précédentes. « Très clairement, notre victoire se joue dans les quartiers populaires (...) le centre-ville étant alors la "chasse gardée" de la petite bourgeoisie », témoigne Christian Darnet<sup>22</sup>, à l'époque ouvrier chez Alfa Laval et syndicaliste CGT avant de devenir conseiller municipal puis adjoint PCF aux sports entre 1971 et 2001<sup>23</sup>. Pour Daniel Benoist, qui fut notamment sénateur puis député de la Nièvre, la campagne, bien que locale, renvoie à des enjeux plus larges. Il s'agit d'envoyer un message à un gouvernement jugé responsable de la pression fiscale, du chômage comme de la pauvreté. Le candidat, chirurgien de profession, se pose en « représentant des travailleurs »<sup>24</sup>, voyant dans ce scrutin un « test départemental et national » pour l'union de la gauche<sup>25</sup>.

---

<sup>18</sup> Guéraud (É.), *Ascension et fragilisation d'une petite bourgeoisie culturelle. Une enquête ethnographique dans une ville moyenne en déclin*, Thèse de doctorat de sociologie, Paris Descartes, 2018.

<sup>19</sup> Warnant (A.), *Le « problème des villes moyennes » : l'action publique face à la décroissance urbaine à Montluçon, Nevers et Vierzon (1970-2020)*, Thèse de doctorat de géographie, Paris, EHESS, 2023.

<sup>20</sup> « Objectifs du docteur Benoist : Nevers à 100 000 habitants en 1985 », *Le Journal du Centre*, 9 février 1971.

<sup>21</sup> « Déclaration du Dr Benoist », *Le Journal du Centre*, 15 mars 1971.

<sup>22</sup> Afin de garantir l'anonymat, les noms et prénoms des enquêtés ont été changés à l'exception des têtes de liste.

<sup>23</sup> Entretien réalisé par Achille Warnant en septembre 2021.

<sup>24</sup> « Libre opinion : Réponse à Me Ramey », *Le Journal du Centre*, 9 mars 1971.

<sup>25</sup> « Déclaration du Dr Benoist », *Le Journal du Centre*, 14 mars 1971.

Si des ouvriers et des employés du secteur public font effectivement leur apparition au conseil municipal, cette victoire semble d'abord celle des « nouvelles couches moyennes »<sup>26</sup> ou de la « petite bourgeoisie nouvelle »<sup>27</sup>, dont les effectifs progressent depuis les années 1960 en France et dans les villes moyennes qui, à l'instar de Nevers, concentrent les activités tertiaires et administratives<sup>28</sup>. Les jeunes actifs exerçant dans le secteur public siègent désormais au nombre de 15 au conseil municipal (sur 33) contre seulement 6 lors de la précédente mandature (sur 32) (Figure 1), un constat qui fait écho aux transformations sociales des élus constatées dans les villes petites et moyennes<sup>29</sup> mais aussi des espaces ruraux durant les décennies 1970-1980<sup>30</sup>. En parallèle, on note une évolution des politiques municipales mises en œuvre, à l'image de ce qui s'observe au même moment dans d'autres municipalités gouvernées par les socialistes et les communistes : « les équipements collectifs doivent désormais être un élément de justice sociale et un moyen de compenser les inégalités sociales et d'opérer une politique de transferts sociaux au bénéfice des catégories sociales défavorisées »<sup>31</sup>. La municipalité met en place, entre 1973 et 1977, un service de l'enfance, de la jeunesse et des sports, réorganise les cantines, met en chantier deux maternelles, ouvre un foyer destiné aux personnes âgées et aménage des terrains de sports pour les jeunes dans les quartiers populaires.

**Figure 1. Composition sociale du conseil municipal de Nevers de 1965 à 2020**

Années	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et PIS (dont secteur public)	Professions intermédiaires (dont secteur public)	Employés (dont secteur public)	Ouvrier (dont secteur public)	Autre (ou non-renseigné)	Elu (sans autre profession)	Ensemble
1959	10	12 (2)	3	5 (1)				30
1965	11	6 (1)	6 (1)	6 (4)	2	1		32
1971	3	13 (8)	3 (3)	7 (3)	5 (1)	1	1	33
1977	2	11 (7)	4 (4)	10 (5)	6			33
1983	3	19 (9)	1	13 (8)	4	2	1	43
1989	2	22 (14)	7 (4)	6 (3)	2	2	2	43
1995	2	21 (13)	9 (5)	8 (4)	2	1		43
2001	5	17 (12)	9 (4)	11 (5)		1		43
2008	5	17 (11)	12 (8)	8 (5)		1		43
2014	4	23 (8)	5 (4)	5 (4)		2	1	39
2020	5	24 (8)	5 (2)	4 (2)		1		39

Sources : propagande électorale, archives municipales et départementales et archives personnelles.

<sup>26</sup> Bidou (C.), *Les aventuriers du quotidien : essai sur les nouvelles classes moyennes*, Paris, France, PUF, 1984.

<sup>27</sup> Bourdieu (P.), *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, France, Éditions de Minuit, 1979.

<sup>28</sup> La croissance des professions intermédiaires dans la commune entre 1968 et 1975 est ainsi spectaculaire, de 2 032 à 2 760 salariés, soit une hausse de 36 %, d'une ampleur similaire à celle constatée dans l'ensemble du pays (+ 40 %).

<sup>29</sup> Souchon-Zahn (M.-F.), « Les nouveaux maires des petites communes : quelques éléments d'évolution (1971-1989) », *Revue française de science politique*, 41 (2), 1991.

<sup>30</sup> Bruneau (I.), Renahy (N.), « Une petite bourgeoisie au pouvoir », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 191-192 (1), 2012.

<sup>31</sup> Lefebvre (R.), « Qu'est le socialisme municipal devenu ? : Politisation, dépolitisation, neutralisation de la question municipale au Parti socialiste (des années 1970 à nos jours) », in Arnaud (L.), Pasquier (R.), Le Bart (C.), dir., *Idéologies et action publique territoriale : La politique change-t-elle encore les politiques ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

Au recensement de 1975, Nevers compte 45 000 habitants (70 000 dans l'unité urbaine qui comporte huit communes). La population, qui s'est profondément renouvelée depuis les années 1950 sous l'effet de l'exode rural et du développement de l'État social, continue de croître mais plus lentement qu'auparavant, tandis que certains secteurs industriels connaissent des difficultés. Dans les années 1970 et 1980, plusieurs établissements importants et de nombreuses entreprises installés à Nevers ou en périphérie cessent leurs activités. Dans le même temps, l'évolution des modes de vie accentue l'étalement urbain et fragilise le cœur de l'agglomération. La concurrence des supermarchés engendre la fermeture de commerces de proximité, tandis que le départ de nombreux ménages vers les communes de banlieues réduit les rentrées fiscales de la commune. Entre 1975 et 1982, la population à Nevers commence à décliner à l'échelle de la municipalité (- 5,4 %) et de l'unité urbaine où le phénomène est toutefois plus modéré en raison de la croissance des communes de banlieue sous l'effet de la périurbanisation (- 0,8 %).

Dans ce contexte, Daniel Benoist, candidat à sa succession aux élections municipales de 1977, axe sa campagne, encore davantage qu'en 1971, sur la dénonciation de la « *faillite du pouvoir sur le plan national* »<sup>32</sup>. Les socialistes et leurs partenaires n'hésitent pas à faire de ce scrutin une étape importante dans la concrétisation du « Programme commun », présentant les premiers symptômes du déclin urbain (fermetures d'usines, décroissance démographique, vacance des logements et des commerces dans le centre-ville) comme la conséquence des politiques nationales<sup>33</sup>. La gauche locale dénonce notamment « *les crédits accordés aux grands groupes* » en période de crise, alors que ces derniers procèdent à des licenciements, ainsi que l'« asphyxie des finances locales » consécutives aux mesures d'austérité mises en œuvre dans le cadre du « plan Barre » de 1976. Cette stratégie de nationalisation des enjeux locaux, et donc de déresponsabilisation des élus municipaux quant aux phénomènes de décroissance et de désindustrialisation qui commencent à émerger, semble porter ses fruits ; Daniel Benoist, qui peut compter localement sur le soutien des militants PS, qui assurent aux élus de la majorité un relais constant dans la population, notamment auprès des classes populaires, est ainsi reconduit au premier tour des élections municipales de 1977 avec 62,5 % des suffrages exprimés (43,2 % des inscrits), installant durablement la gauche à la tête de la municipalité.

#### *Une petite bourgeoisie culturelle relais du PS dans le centre-ville (1983-2001)*

La victoire de François Mitterrand à la présidentielle de 1981 change la donne à l'échelle nationale et conforte les orientations de la municipalité sur le plan social et culturel. Sous l'impulsion des politiques culturelles Lang et des lois de décentralisation, les effectifs des professions culturelles<sup>34</sup>, et plus généralement ceux de la « main gauche de l'État »<sup>35</sup>, augmentent considérablement en France<sup>36</sup>. Le développement de cette nouvelle classe d'actifs attachée aux fonctions territoriales partiellement conférées par l'État (la culture,

---

<sup>32</sup> « Libre opinion. Les élections municipales, coup d'envoi », *Le Journal du Centre*, 25 février 1977.

<sup>33</sup> A l'instar de ce qui est observé sur d'autres terrains. Cf. Lefebvre (R.), « Les élections municipales de 1977 et la nationalisation de la vie politique locale », *Les élections municipales de 1977*, Rennes, France, Presses universitaires de Rennes, 2020.

<sup>34</sup> Moulinier (P.), *Les politiques publiques de la culture en France*, Presses universitaires de France, 2010.

<sup>35</sup> Bourdieu (P.), *Contre-feux: propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Raisons d'agir, 1998.

<sup>36</sup> Pouget (J.), « La Fonction publique: vers plus de diversité? », *France, portrait social*, 2005.



l'enseignement, l'action sociale) participe, à Nevers comme au sein des villes petites et moyennes sujettes au déclin urbain, à limiter la décroissance démographique<sup>37</sup>.

Figure 2. « Contre le vide à Nevers »

**LES ÉLECTIONS MUNICIPALES**

**Le S.R.D. : « Contre le vide à Nevers »**



La liste du S.R.D. (« Se retrouver dedans ») comprend notamment onze étudiants, dix chômeurs, sept ouvriers et cinq jeunes filles. Les 43 candidats sont tous âgés de dix-huit à trente ans. Ils auraient souhaiter faire figurer sur leur liste des représentants de catégories auxquelles « on ne demande jamais leur avis » ; ils n'ont pu le faire puisqu'ils sont inéligibles. Il s'agissait d'un enfant de dix ans, Anton, et d'un immigré d'origine algérienne, Raba Taoutaou.

Au cours des jours qui viennent les candidats du S.R.D. vont distribuer un tract intitulé « Le verre Nevers est-il vide? », et dans lequel on lit notamment : « Des bancs vides, des fontaines vides, la salle de spectacles du Centre socio-culturel des Courlis vide, la Maison de la Culture vide, le stade de la Baratte vide, la zone industrielle vide, des boutiques vides (rue du 14-Juillet, rue de Nièvre, quartier de Chaméane), des dimanches après-midi vides, le fauteuil du maire vide... Contre le vide, le S.R.D. fera le plein des voix ».

Tête de liste du S.R.D., Bruno Mazzioli fait remarquer : « Face au déferlement d'affiches des autres listes, notre campagne nous reviendra à 3.000 F au maximum, ce qui prouve que nous sommes de bons gestionnaires ».

Ces jeunes souhaitent poursuivre une action, continuer à se manifester et à s'exprimer après les élections, sous des formes qui restent à définir. Sérieux mais avec humour, ils envisagent ainsi de constituer un G.I.J.N. (Groupe d'intervention des jeunes Neversois).

Sources : archives personnelles (*Journal du Centre*, février 1983)

À la faveur de ce contexte, une nouvelle génération de jeunes militants associatifs nés au début des années 1960 parvient en moins d'une décennie à exercer un quasi-monopole sur la création et la diffusion de biens symboliques. Ils s'imposent d'abord sur la scène associative locale, en important des grandes agglomérations où ils poursuivent des études supérieures des registres culturels issus des « marges inférieures de la légitimité », alors en voie de consécration<sup>38</sup> : une association organisant des expositions d'art contemporain en 1983, un

<sup>37</sup> À l'échelle de la commune, de l'unité urbaine et de l'aire urbaine, les taux annuels d'évolution de la population sont relativement stables sur les périodes 1982-1990 et 1990-1999, entre - 0,3 et + 0,1 %.

<sup>38</sup> Coulangeon (P.), *Sociologie des pratiques culturelles*, Paris, France, la Découverte, 2010, p. 9-10.



festival de films courts en 1984, de musique rock en 1986, de jazz en 1987, de théâtre de rue en 1989. Toutes ces associations se professionnalisent et s'institutionnalisent dans les années 1990, jusqu'à former, dans la décennie suivante, de véritables « entreprises associatives marchandes »<sup>39</sup>, comptant de nombreux salariés, intervenant dans les quartiers d'habitat social dans le cadre de la politique de la ville.

Un grand nombre de ces militants associatifs entreprend par ailleurs une « reconversion militante »<sup>40</sup> vers le champ politique local. Dès les élections municipales de 1983, ils créent une liste « pour les jeunes » dénonçant « le vide à Nevers » (Figure 2) et s'opposent à Pierre Bérégovoy, à la tête de l'union de la gauche. La liste obtient près de 3 % des suffrages exprimés, tandis que les socialistes et leurs alliés communistes passent de peu à côté d'une victoire dès le premier tour comme en 1977 (49 % des suffrages exprimés), et sont contraints, sans réserve de voix, de négocier avec ces représentants auto-proclamés de la jeunesse. Ces derniers soutiennent finalement Pierre Bérégovoy au deuxième tour, qui l'emporte avec 54 % des suffrages exprimés (40,5 % des inscrits), contre la promesse de l'ouverture d'une salle de concerts associative dans le centre-ville. Comme on l'observe alors dans d'autres municipalités, « le PS tient la ville par ses réseaux militants et clientéaires », mais aussi en tentant de conserver la « mainmise sur le tissu associatif » local<sup>41</sup>.

**Figure 3. Un concert du groupe de percussion neversois « Les Tambours du Bronx » devant un café du centre-ville (première moitié des années 1990)**



Sources : archives personnelles.

L'un des membres de cette liste, Philippe Rousset, identifié comme le leader de cette nouvelle génération de militants, est approché par Pierre Bérégovoy à quelques mois des élections de 1989 (remportées au deuxième tour avec 58,1 % des suffrages exprimés, 34,9 % des inscrits). Né en 1963, il est le descendant d'une famille d'industriels du nord de la France installés dans le département après la seconde guerre mondiale. Dès le début des années 1980, il participe aux activités d'une radio-libre locale, s'investit dans plusieurs groupes de rock

<sup>39</sup> Hély (M.), *Les métamorphoses du monde associatif*, Paris, France, Presses universitaires de France, 2009.

<sup>40</sup> Tissot (S.), « Les reconversions militantes », *Reconversions militantes*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 2005.

<sup>41</sup> Collectif Degeyter, *Sociologie de Lille*, La Découverte, 2017.

neversois, avant de gagner la capitale régionale où il poursuit des études d'histoire. Durant ses années étudiantes, les allers-retours avec sa ville d'origine, où il concentre ses activités festives, associatives et bientôt politiques, sont réguliers. Après avoir participé à la création de cette liste d'opposition en 1983, à celle d'une association à l'origine d'un festival de courts-métrages en 1984, il rejoint la liste d'union de la gauche en 1989. Il est le premier de ces jeunes militants associatifs à devenir élu municipal (délégué aux affaires culturelles de 1989 à 1995), rapidement rejoint par plusieurs de ses camarades, ayant également construit leur notabilité locale sur leurs engagements associatifs, artistiques et politiques dans les années 1980, assurant ainsi un relais électoral et générationnel à la majorité socialiste en place. Ils sont deux à siéger au conseil municipal après 1995, cinq après 2001, et six après 2008. À l'aube des années 2000, cette petite bourgeoisie culturelle atteint son apogée. Elle constitue alors un groupe d'interconnaissance dont les membres occupent dans l'espace local des positions intermédiaires fondées sur la détention de capital culturel, qui se sont stabilisées depuis les années 1980 (artistes, enseignants, travailleurs sociaux, salariés d'association, agents de catégorie de la fonction publique, etc.). Plusieurs de ses membres vivent exclusivement de leurs mandats d'élu et/ou occupent des postes de direction dans les collectivités locales (mairie, agglomération, département), tandis que les associations culturelles créées trente ans plus tôt obtiennent des montants records de subventions et bénéficient des équipements culturels municipaux afin d'organiser leurs manifestations (conservatoire, théâtre municipal, maison de la culture, etc.).

Cette incursion réussie sur la scène associative puis politique s'accompagne, durant les décennies 1980 et 1990, d'un investissement matériel et symbolique du centre-ville, où cette petite bourgeoisie culturelle parvient, peu à peu, à « donner le ton »<sup>42</sup>. Dès les années 1980, de nombreux festivals, manifestations culturelles, fêtes de quartier, concerts en plein air, ou encore ouvertures de locaux associatifs, accompagnent les grandes opérations de rénovation urbaine du centre-ville initiées par la municipalité dans le cadre du contrat de ville moyenne signé avec l'État en 1979 : déménagement du conservatoire de musique et de la bibliothèque municipale, réaménagement de plusieurs places ou encore réhabilitation de monuments historiques. Ces opérations patrimoniales et les manifestations culturelles qui les mettent en valeur participent à faire évoluer positivement l'image des quartiers centraux. Le centre-ville devient ainsi, à partir des années 1980, la vitrine d'un socialisme municipal dont Pierre Bérégovoy et son équipe cherchent à moderniser l'image. Ce vaste programme de requalification s'inscrit en outre dans une politique plus large visant à ce que le territoire regagne des activités et des habitants. L'édile œuvre ainsi, au-delà du centre-ville, à la modernisation de zones industrielles, et mobilise ses relations au sein du champ du pouvoir pour aider au redressement d'entreprises, à l'instar de *Look* rachetée en 1983 par l'homme d'affaires Bernard Tapie. En 1988, la commune s'engage par ailleurs avec le Conseil général dans le rachat du circuit voisin de Magny-Cours afin d'y créer un important technopôle et d'attirer des entreprises du secteur automobile.

#### *Quand la vitrine du socialisme municipal se fissure (2001-2014)*

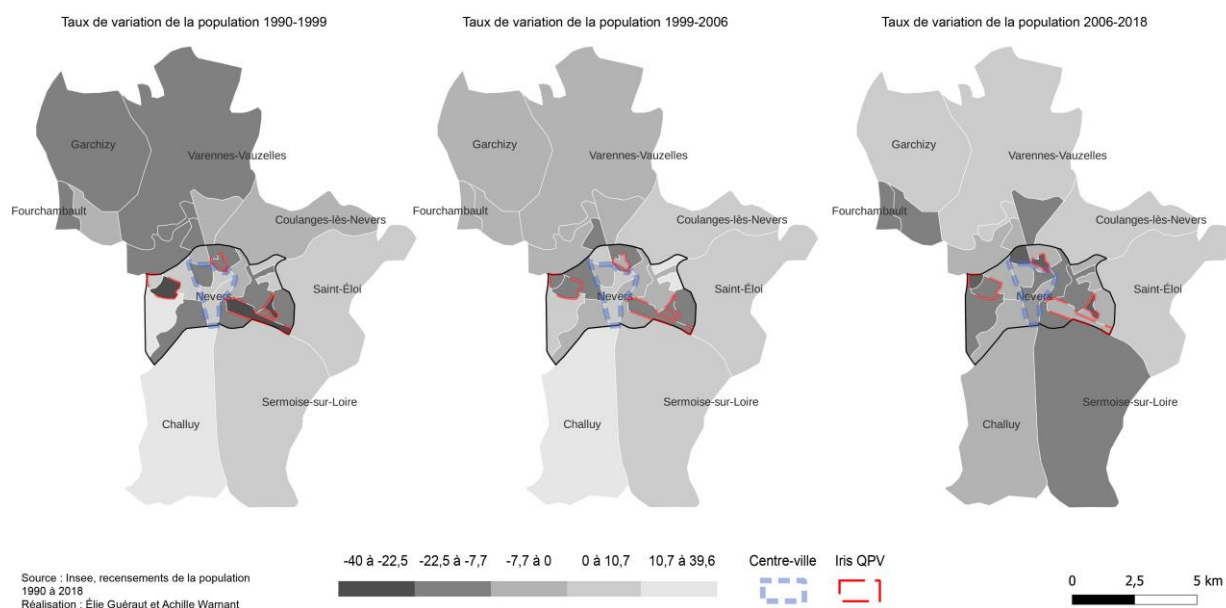
Cette stratégie s'essouffle à partir des années 2000, en raison de la diminution des ressources publiques et du départ de nombreuses entreprises qui engendrent la disparition de centaines d'emplois. La décroissance démographique, la hausse du chômage ou encore l'envolée de la vacance résidentielle s'accroissent à l'échelle de la commune et de son unité

---

<sup>42</sup> Chamboredon (J.-C.), Lemaire (M.), « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, 11 (1), 1970.

urbaine<sup>43</sup>. L'intensité du phénomène varie toutefois selon les communes et quartiers considérés (Figure 4). Dans les années 1990 et 2000, les communes ouvrières du nord de l'unité urbaine perdent des habitants, tandis que celles du sud en gagnent, sous l'effet de la périurbanisation qui porte nombre de ménages de classes moyennes et supérieures à quitter Nevers pour s'y établir. Au sein de la ville-centre, les quartiers d'habitat social connaissent une importante décroissance, tandis que trois des quatre Iris (Ilots Regroupés pour l'Information Statistique) correspondant au centre-ville sont en croissance démographique ou proches de l'équilibre. À partir de 2006, l'ensemble des Iris de Nevers connaissent une décroissance. Comme durant les précédentes périodes, les quartiers d'habitat social, où la gauche réalise depuis 1971 ses meilleurs scores, sont les plus touchés. En revanche, le centre-ville n'est plus épargné, connaissant des baisses de 8 à 20 % de sa population. Le phénomène s'accompagne d'une envolée de la vacance des logements qui avoisinent, dans les quartiers centraux en 2018, 30 %, soit bien davantage que dans les quartiers d'habitat social où celui-ci est contenu par des politiques de démolition de grande ampleur. Par ailleurs, la décroissance de Nevers, en particulier de son centre-ville, s'accompagne d'une transformation de sa composition socio-professionnelle, en raison de la sélectivité sociale à l'œuvre dans les mobilités résidentielles<sup>44</sup>. Tandis que la concentration des cadres et des professions intermédiaires diminue dans le centre-ville, celles des employés, ouvriers et chômeurs augmentent<sup>45</sup>.

Figure 4. Taux de variation de la population par Iris dans l'unité urbaine de Nevers



<sup>43</sup> Entre 1999 et 2006, le taux annuel d'évolution de la population descend respectivement à - 1,2 % et - 0,9 %, contre - 0,3 % et - 0,3 % entre 1990 et 1999.

<sup>44</sup> Rudolph (M.), Cauchi-Duval (N.), « Décroissance urbaine et mobilités résidentielles : vienne-qui-veut, partez-qui-peut ! », *Déclin urbain. La France dans une perspective internationale*, Vulaines sur Seine, Le Croquant, 2021.

<sup>45</sup> L'examen du taux de professions intermédiaires, cadres et professions intellectuelles supérieures dans la population active par Iris, entre 1990 et 2018, fait ainsi apparaître une plus forte concentration de ces catégories dans le nord du centre-ville en début de période. En 2018, les plus fortes concentrations (plus de 44 % parmi les actifs occupés) ne s'observent plus en centre-ville mais dans les quartiers résidentiels de l'ouest de la ville. En contraste, le taux d'employés et d'ouvriers dans la population active apparaît bas dans le centre-ville en 1990 et plus encore 1999, entre 30 et 47 %. Entre 2006 et 2018, leur part augmente dans trois des quatre Iris de centre-ville, jusqu'à dépasser 50 %, tandis que le taux de chômage monte jusqu'à 30 %. De 1999 et 2018, le chômage progresse dans trois Iris de centre-ville, jusqu'à atteindre près de 30 %.

Qu'il s'agisse de la décroissance démographique – qui accentue la vacance des logements et des commerces – ou de la progression du nombre de chômeurs, employés et ouvriers – qui favorise une métamorphose du tissu commercial (multiplication des enseignes de restauration rapide) et rend davantage visible certains modes d'occupation populaires de l'espace public (comme la consommation d'alcool ou les activités mécaniques de rue) – ces transformations accentuent l'indésirabilité du centre-ville auprès des classes moyennes et supérieures<sup>46</sup>. Cette dernière s'impose même aux groupes sociaux qui avaient partie liée avec le socialisme municipal, en particulier la petite bourgeoisie culturelle. Les entretiens réalisés avec ses membres durant la décennie font ainsi apparaître une prise de distance avec les élus qui en assurent la représentation. Désignés comme responsables de la situation, ces derniers sont accusés d'avoir délaissé le centre-ville.

Cette opinion s'illustre nettement dans les propos exprimés par Stéphane Cordier, une figure centrale de la petite bourgeoisie culturelle. Né en 1974 dans un ménage populaire, sa trajectoire donne à voir une importante ascension sociale permise par les politiques de démocratisation scolaire et culturelle des années 1980. Il grandit dans une commune ouvrière et rurale du département avec son père (mécanicien) et sa mère (secrétaire de mairie). À la fin des années 1980, il rejoint une grande cité scolaire à Nevers et noue des relations durables avec certains de ses camarades à travers son engagement dans plusieurs associations lycéennes. C'est dans ce contexte qu'il intègre l'équipe œuvrant à ce festival de courts-métrages créé en 1984 par Philippe. Après plusieurs années de bénévolat, il en devient salarié en 1994 dans le cadre d'un contrat aidé, avant de bénéficier d'un CDI à partir de 2000, puis d'être licencié en 2008, suite à une baisse importante des subventions. Cet emploi, associé à des engagements bénévoles multiples, contribue à faire de Stéphane une figure incontournable de la petite bourgeoisie culturelle locale. Le constat négatif qu'il livre sur le centre-ville et les critiques adressées aux socialistes, à l'occasion d'un premier entretien en 2015<sup>47</sup>, constituent ainsi une opinion largement partagée au sein du groupe dans les années 2010.

« Moi, Nevers, j'en veux énormément à l'ancienne municipalité d'avoir rien fait pendant dix ans [...]. J'ai toujours défendu Nevers, mais là je trouve que Nevers a beaucoup perdu depuis 6-7 ans. Il n'y a plus d'endroits sympatiques, les gens sont de plus en plus pauvres, ça se voit [...] Je vais être méchant mais on voit des cas sociaux... Dans les années 1980, tout le monde allait à Nevers, mais tout le monde, parce que Nevers était réputée pour ces endroits nocturnes, et les gens de Moulins venaient assister à des concerts rock dans les bars. Il y avait une vraie vie nocturne. Tout ça, c'est terminé... »<sup>48</sup>

Ce discours oppose les années 1980-1990, marquées par l'ascension de la petite bourgeoisie culturelle et par l'intégration progressive de certains de ses représentants à l'équipe municipale, aux décennies 2000 et 2010, durant lesquelles la décroissance et la paupérisation du centre-ville s'intensifient, les ressources de la collectivité diminuent et les premières coupes budgétaires sont arbitrées. Même s'il ne fait pas explicitement le rapprochement dans cet extrait, la date à laquelle il affirme que « Nevers a beaucoup perdu »

---

<sup>46</sup> Guéraud (É.), « “Envahis par les cas soc””. Une petite bourgeoisie culturelle dans une ville moyenne en déclin », *Déclin urbain : décroissances démographique et politiques urbaines*, Vulaines sur Seine, Le Croquant, 2021.

<sup>47</sup> Qui sera suivi de trois autres, en 2017, 2022 et 2023.

<sup>48</sup> Entretien réalisé par Élie Guéraud en janvier 2015.



correspond à celle de son licenciement économique de l'association culturelle qui l'embauchait depuis 1994, contrainte de se séparer de la majorité de ses salariés en 2007-2008 à la suite d'une importante diminution des subventions, inscrite dans un contexte général de diminution des ressources des collectivités dans les années 2000-2010 ayant fortement affecté les politiques culturelles, mais aussi sociales<sup>49</sup>. Cette rétraction des ressources d'action publique favorise la « dissolution du socialisme dans l'institution municipale »<sup>50</sup>, en ce que celle-ci est perçue par les soutiens électoraux des socialistes comme une trahison des valeurs du parti. Comme le montre le cas de Stéphane, cette perception se mêle avec celle de l'intensification du déclin urbain, dont les manifestations les plus spectaculaires (fermetures des commerces, immeubles vacants, présence accrue des classes populaires dans le centre-ville, etc.) témoigneraient de l'échec des socialistes. Ainsi, si le déclin urbain vient ternir la vitrine du socialisme municipal aux yeux de l'ensemble des administrés, il fragilise aussi la mobilisation de certains de ses relais locaux historiques, à l'instar de la petite bourgeoisie culturelle, favorisant ainsi les conditions de l'alternance de 2014.

## **Le socialisme municipal à l'épreuve du déclin urbain**

*Mars 2014 : La gauche face à la démobilisation de son électorat*

Contrairement aux campagnes précédentes, la question de déclin urbain s'impose comme l'un des principaux enjeux du scrutin de 2014, l'opposition accusant les sortants de n'avoir pas fait suffisamment pour l'enrayer. Denis Thuriot, candidat sans-étiquette, dénonce par exemple une « situation assez désastreuse » et regrette « l'image déplorable de la ville vis-à-vis des touristes et des habitants »<sup>51</sup>. Si les socialistes tentent de défendre leur bilan en évoquant les facteurs structurels qui ont pesé sur leur action – la crise économique de 2008, la baisse des dotations de l'État ou encore l'éloignement des métropoles attractives – ils peinent désormais à convaincre et à réorienter les débats autour de thèmes ou d'angles qui leur seraient plus favorables. Ces difficultés que rencontre la majorité sortante tiennent à plusieurs facteurs. En premier lieu, l'intensification du déclin urbain dans les années 2000, dont la visibilité s'accroît dans le centre-ville au point de devenir un sujet de préoccupation majeur pour les groupes sociaux qui résident ou travaillent dans cet espace. En second lieu, cette progression du phénomène va de pair avec la fragilisation de l'électorat traditionnel des socialistes ; les classes populaires des quartiers d'habitat social, où le chômage atteint des records durant la décennie, jusqu'à près de 50 % des actifs en 2013 pour l'Iris de la Grande-Pâturage<sup>52</sup>, ainsi que la petite bourgeoisie culturelle locale, affectée par les politiques d'austérité et le retrait territorial de l'État, dont témoigne le cas de Stéphane.

L'analyse des résultats des élections municipales de 2014 à l'échelle des bureaux de vote permet de saisir l'intensification de cette démobilisation électorale, en particulier dans le centre-ville et les quartiers d'habitat social, où l'ancrage des socialistes s'est le plus fragilisé. Il convient de préciser, au préalable, que la géographie du vote à Nevers est semblable à celle observée dans de nombreuses villes moyennes : historiquement, les listes d'union du centre et de la droite obtiennent leurs meilleurs résultats dans les quartiers résidentiels bourgeois et

---

<sup>49</sup> Gourgues (G.), Houser (M.), *Austérité et rigueur dans les finances locales : Une approche comparative et pluridisciplinaire*, Paris, L'Harmattan, 2017.

<sup>50</sup> Lefebvre (R.), « Le socialisme français soluble dans l'institution municipale ? Forme partisane et emprise institutionnelle : Roubaix (1892-1983) », *Revue française de science politique*, 54 (2), 2004.

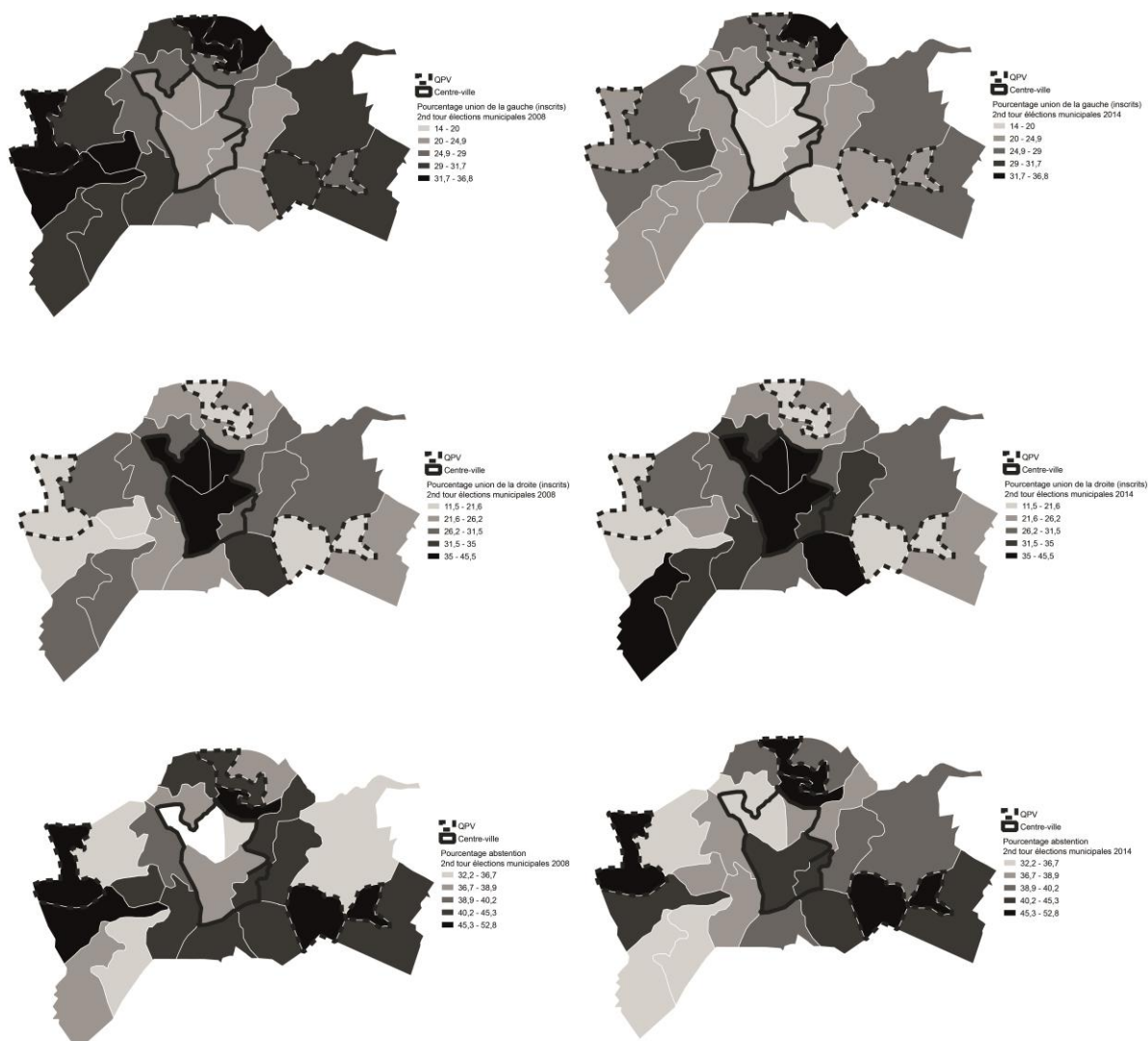
<sup>51</sup> Denis Thuriot devant la *Jeune Chambre Économique* le 21 mars 2014

<sup>52</sup> Source : Insee, RP 2013.



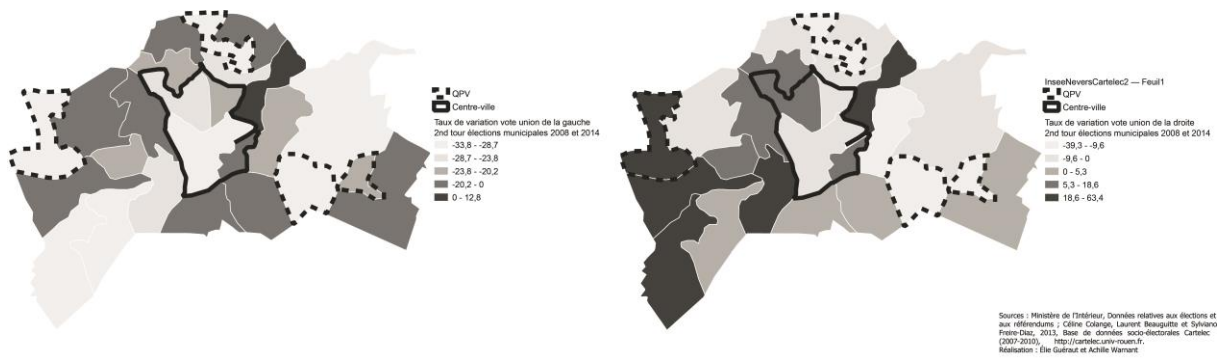
dans le centre-ville, tandis que les socialistes et leurs alliés s'imposent dans les quartiers populaires, où l'abstention s'accroît fortement dans les années 2000 (Figure 5). L'examen de l'évolution du nombre de voix en faveur des socialistes et de leurs alliés fait apparaître d'importantes transformations entre les deuxièmes tours des élections de 2008 et de 2014, en particulier une diminution record du nombre de suffrages dans les quartiers d'habitat social et de centre-ville (jusqu'à - 30 %, Figure 6). Dans les bureaux de vote du centre-ville, cette baisse ne semble pas profiter à la droite, dont les résultats sont plutôt stables, mais à l'abstention, qui y progresse de 20 % à 55 %. Cette évolution traduit à la fois les transformations socio-démographiques suscitées par le déclin urbain (départ des classes moyennes et supérieures, arrivées de jeunes ménages de classes populaires) mais aussi l'effritement de l'adhésion au socialisme municipal d'une partie des classes moyennes du secteur public ou parapublic établies de longue date dans le centre-ville et sensibles aux effets du déclin urbain sur leur cadre de vie.

Figure 5. Résultats en pourcentage des inscrits au second tour des élections municipales de 2008 et 2014



Source : Ministère de l'Intérieur, Données relatives aux élections et aux référendums ; Céline Colange, Laurent Bougutte et Sylvain Piret-Du, 2015, Base de données socio-électorales Carlec (2007-2010), <http://carlec.univ-lyon2.fr/>.  
Réalisation : Élie Guérou et Achille Wismart.

Figure 6. Taux de variation des votes et de l'absentions entre le second tour des élections municipales de 2008 et 2014



C'est le cas, par exemple, de Sophie Klein<sup>53</sup>. Neversoise d'origine et paysagiste de profession, elle choisit de s'engager en 2008, âgée d'une petite trentaine d'années, sur une liste « verte et citoyenne ». Elle fréquente depuis son adolescence les principaux lieux de sociabilité de la petite bourgeoisie culturelle : cafés, bars, salles de concerts, etc. Si, dès les années 2000, elle se montre critique avec les socialistes, à qui elle reproche un fonctionnement « clanique » et « sectaire », elle continue de se positionner « fondamentalement » à gauche et n'hésite pas à faire barrage au candidat de la droite et du centre le moment venu. Entre 2008 et 2014, la dégradation de la situation économique et démographique du territoire, qu'elle impute en partie aux élus sortants, à l'instar de Stéphane, l'a conduit à revoir son positionnement. Après avoir tourné le dos aux écologistes, qui font cette fois liste commune avec le PS, elle s'engage au côté du candidat sans-étiquette Denis Thuriot, rencontré par l'intermédiaire d'une connaissance commune, autant pour le constat qu'il dresse sur l'évolution du territoire, dans lequel elle dit se reconnaître, que pour le rassemblement qu'il dit vouloir incarner.

« Je suis fondamentalement de gauche. J'ai toujours voté "rose" ou "vert". [...] C'est-à-dire que la droite, pour moi, c'était ceux qui gagnent plein de fric, qui sont "trop vilains". J'étais quand même vachement là-dedans. Mais aussi parce que j'étais jeune. Et comme je te dis, je n'ai pas forcément de culture politique. Denis Thuriot proposait quelque chose de différent. Ouvert. Le mode rassemblement, en particulier, je l'ai directement trouvé intéressant. »

En dehors du centre historique, la gauche recule également dans les quartiers populaires d'habitat social qui lui ont pourtant longtemps été acquis. Si, à l'échelle de la municipalité, cette baisse s'accompagne d'une progression de l'abstention, ce n'est pas le cas dans les trois bureaux de vote correspondant aux quartiers politiques de la ville (QPV), dans lesquels la participation augmente entre 2008 et 2014. Ce phénomène, contre-intuitif compte tenu de la démobilisation électorale des classes populaires constatée à l'échelle nationale, s'explique à Nevers par deux particularités locales. Mentionnons d'abord l'apparition d'une nouvelle offre politique en 2014 avec la constitution d'une liste Front national (FN), conduite par un ex-militant socialiste, qui recueille dans ces quartiers ses meilleurs résultats (jusqu'à 8 % des inscrits). Il y a ensuite la présence sur la liste de Denis Thuriot d'un jeune artisan du BTP (5<sup>e</sup> position), Samir Alami, qui joue un rôle clé dans la campagne. Présenté comme « chef d'entreprise », sur la profession de foi du candidat, celui-ci, installé à Nevers depuis son enfance, est âgé d'une trentaine d'années en 2014. Son père (chauffeur de bus) et sa mère (sans emploi) sont tous les deux Marocains. Il bénéficie d'un important capital d'autochtonie dans son quartier d'origine, où, entre 2008 et 2014, le nombre de votes en faveur de l'union du centre et de la droite augmente de 63 %, soit la hausse la plus importante constatée dans

<sup>53</sup> Entretien réalisé par Achille Warnant en avril 2020.

l'ensemble de la commune. S'il dit avoir toujours voté à gauche, à l'exception de 2012 où il choisit François Bayrou, il explique avoir rejoint le candidat sans-étiquette pour « casser avec la petite technocratie locale » et en finir avec les « calculs politiques » qu'il accuse d'avoir « nuit au territoire »<sup>54</sup>. Un sentiment qu'il exprime plus longuement dans cet extrait :

« J'ai connu les "Trente Glorieuses" de Nevers où il y avait plein de commerces. On n'allait en centre-ville juste pour le plaisir de voir du monde. Il y avait plein d'activités. Je me rappelle qu'on essayait d'atteindre les 50 000 habitants. Quand je suis revenu, tout ça avait disparu. J'ai discuté avec les amis qui étaient restés ici. J'ai vu qu'ils étaient délaissés. On ne s'occupait plus de la population. Il y avait beaucoup de laissés pour compte notamment dans les quartiers. C'est pour ça que je me suis engagé en 2014. Des mauvaises habitudes s'étaient installées avec les partis. »

Dans les quartiers d'habitat social, la chute de la gauche et la progression de la droite et de l'extrême-droite rendent compte d'une même réalité : l'effritement de l'alliance de classes entre ménages populaires et fractions intellectuelles des classes moyennes et supérieures, sur laquelle s'était fondé puis appuyé le socialisme municipal<sup>55</sup>. Si, à l'évidence, ces évolutions traduisent une transformation des logiques sociales du vote constatée à l'échelle nationale<sup>56</sup>, elles rendent également compte des conditions locales particulières qui en favorisent la concrétisation : l'intensification du déclin urbain dans la décennie qui précède la campagne de 2014, l'apparition d'une nouvelle offre politique (le FN), ou encore le ralliement de certaines figures populaires de notabilité des quartiers d'habitat social à la liste d'union du centre et de la droite.

### *Une réaffectation des ressources clientélares*

Du côté des quartiers populaires et du centre-ville, le constat de la fragilisation du « vote de classe » peut ainsi être établi, mais il en est tout autrement dans les quartiers bourgeois de l'ouest de la commune et du nord du centre-ville. Au sein de ces derniers, le nombre de voix au deuxième tour en faveur de la liste d'union du centre et de la droite augmente de 5 % à 20 % entre 2008 et 2014. Cette importante mobilisation tient à la mise à l'agenda du déclin par l'opposition sous un angle qui lui est favorable – la responsabilité du déclin étant imputée dans ce cadre de manière réussie à la majorité sortante – mais elle procède également du positionnement politique et de la composition sociale de cette liste (Figure 7), qui ont participé à fédérer les différentes fractions de la bourgeoisie économique locale.

Dans le cas de la liste d'union de gauche comme celle sans étiquette, s'observe une quasi-évacuation des classes populaires (employés, ouvriers et personnes sans emploi) et des professions intermédiaires, qui représentent en cumulé six personnes pour la liste sans étiquette et sept pour celle d'union de gauche. Les classes supérieures, qui dominent numériquement ces listes, se distinguent cependant au regard des professions occupées. La liste d'union de gauche regroupe pour moitié des cadres du public et des professions de l'information et du spectacle (19), tandis que les chefs d'entreprise et commerçants (4) et les professions libérales (3) se font plus rares, et qu'on ne compte aucun cadre du privé. En comparaison, la liste d'union du centre et de la droite réunit davantage de cadres des

---

<sup>54</sup> Entretien réalisé par Achille Warnant en avril 2020.

<sup>55</sup> Grunberg (G.), Schweisguth (É.), « Le virage à gauche des couches moyennes salariées », art. cit.

<sup>56</sup> Tiberj (V.), « La politique des deux axes », art. cit.

entreprise (9), de chefs d'entreprise, artisans ou commerçants (5) et professions libérales (6). Surtout, au-delà de l'aspect quantitatif, ces derniers occupent des places importantes sur la liste, à l'occasion du second tour, et pèsent fortement sur les orientations du programme qui fait la part belle aux porteurs de projets privés considérés comme étant les seuls en capacité de sortir le territoire du déclin, une idée que résume Sophie Klein en entretien :

« Il y a un truc fondamental, c'est l'aspect privé. C'est-à-dire que tu ne peux pas sortir ce territoire de cette espèce d'inertie, de perdre des habitants, de ce mouvement, entre guillemets, descendant, si tu ne sais pas parler à des porteurs de projets privés. Ce n'est pas possible. L'emploi, l'industrie, les entreprises, le commerce, ce sont des libéraux et des privés. Et ce qui était vraiment bien, et je trouve que c'est quelque chose qui a vraiment changé les choses, c'est que les commerçants, les porteurs de projets privés, on les a entendus, on les a écoutés. »<sup>57</sup>

**Figure 7. Comparaison de la composition sociale des listes d'union du centre et de la droite et d'union de gauche (deuxième tour élections municipales 2014)**

Position	Liste d'union du centre et de la droite	Liste d'union de gauche
1	Avocat	Elu
2	Manager de magasin	Directrice IME (et députée)
3	Entrepreneur	Professeur lycée
4	Animatrice socio-culturelle	Elue
5	Chef d'entreprise	Ingénieur des Ponts, des Eaux et des Forêts
6	Administratrice Maison de la Culture	Maître de conférences
7	Ophthalmologue	Chef d'entreprise
8	Gestionnaire financier comptable	Professeur
9	Retraité du Ministère de l'Équipement	Médecin
10	Assistante maternelle	Employée
11	Retraité (cadre bancaire)	Libraire
12	Assistante sociale	Cadre FPH
13	Chef d'entreprise	Avocat
14	Directrice Association ESS	Employée
15	Professeur des écoles	Technicien
16	Agent territorial	Ouvrière
17	Professeur d'Université Emérite	Commerçant
18	Architecte paysagiste	Directrice Centre social
19	Directeur d'un Établissement de Santé	Elu (Philippe)
20	Directrice d'École	Elue et directrice d'association
21	Cadre supérieur	Employé SNCF
22	Chirurgien-dentiste	Professeure des écoles
23	Préparateur en pharmacie	Enseignant
24	Retraîtée	Educatrice spécialisée
25	Chargé d'étude	Technicien
26	Responsable protection jeunesse	Cadre de la formation continue
27	Retraité de la Sécurité sociale	Proviseur lycée
28	Directrice d'agence bancaire	Assistante sociale
29	Fonctionnaire territorial	Agent de maîtrise dans la restauration
30	Conseiller en immobilier	Directrice de l'Épicerie Solidaire de Nevers
31	Professeur des écoles	Médecin
32	Enseignante	Professeure des écoles
33	Artisan	Journaliste
34	Infirmière libérale	?
35	Demandeur d'emploi	Travailleur social
36	Retraîtée	Institutrice

<sup>57</sup> Entretien réalisé par Achille Warnant en avril 2020.

37	Conseiller social et patrimonial	Retraité MSA
38	Animatrice	Commerçante
39	Demandeur d'emploi	Directeur ESAT

Sources : propagande électorale (intitulés des professions repris tels quels, les informations entre parenthèses ont été ajoutées)

Cet ancrage du côté de la bourgeoisie économique locale s'apprécie également à travers la présence de plusieurs de ses figures locales, à l'instar de la tête de liste, Denis Thuriot. Né en 1966 à Nevers, sa mère est issue d'une famille de propriétaires terriens du département. Elle a exercé, comme son père avant elle, le métier de photographe, lui permettant de publier un certain nombre d'ouvrages présentant des photos de Nevers et de ses environs. Son père, proche du PS<sup>58</sup>, a quant à lui exercé toute sa vie le métier d'avocat, comme le deviendra son fils. Cette reproduction sociale exemplaire s'apprécie également à travers la perpétuation des engagements associatifs du père. Il devient par exemple administrateur du Groupe d'Emulation Artistique de Nevers, association fondée en 1991 par son père, qui promeut les formes les plus consacrées et conservatrices de culture (peinture classique et musique savante). Il s'engage également dans des associations de parents d'élève, et devient président de l'Association Neversoise d'Accueil et de Réinsertion, par le biais de laquelle il défend bénévolement plusieurs sans-papiers menacés de reconduite à la frontière. C'est ce dernier engagement qui précipite son entrée au PS dans les années 2000, où il tente, sans succès, de se positionner en successeur du maire en place. À l'approche des élections municipales de 2014, il se rapproche de plusieurs figures importantes de la bourgeoisie économique dans l'objectif de monter une liste indépendante des réseaux politiques partisans alors au pouvoir (on ne compte qu'une poignée d'anciens élus sur les 39 personnes présentes sur sa liste).

À son image, la liste de coalition à la tête de laquelle il se présente, rejoint au second tour par l'UMP et l'UDI, renoue ainsi avec une notabilité bourgeoise traditionnelle, de laquelle les listes de coalition de gauche s'étaient partiellement détachées. À l'issue de cette alternance, les chefs d'entreprise (4/39), les cadres du privé (9/39) et les professions libérales (5/39) s'imposent au conseil municipal, tandis que le nombre de salariés directs ou indirects de la main gauche de l'État est au plus bas depuis 1983 (Figure 1). À Nevers, l'accession au pouvoir de cette bourgeoisie économique s'accompagne d'une évolution de l'action publique locale, alors que les nouveaux entrants entendent miser sur de nouveaux leviers d'investissement : les aménagements urbains et le « numérique »<sup>59</sup>. Dans ce contexte, la direction des « affaires culturelles » est supprimée de l'organigramme de la collectivité, remplacée par celle des « projets associatifs et événementiels » sous la tutelle d'un élu chef d'entreprise et propriétaire de salles de sports et de discothèques. Une grande réorganisation des services est ensuite entreprise dès la première année de mandat dans l'objectif de réaliser une économie de 236 000 € sur la masse salariale. Celle-ci se traduit par un plan de départ volontaire à la retraite, la réduction des primes, le non-renouvellement d'une partie des vacataires et des contractuels, dont plusieurs membres de la petite bourgeoisie culturelle. De nombreux titulaires sympathisants socialistes sont par ailleurs mis au placard ou font le choix de la démission afin d'éviter un tel destin. Cette réorganisation des services contribue ainsi à écarter des positions de pouvoir nombre de d'anciens militants associatifs et/ou sympathisants socialistes. Dans le même temps, les subventions allouées aux associations culturelles sont réduites à partir de 2015, conformément à ce qui avait été annoncé lors de la campagne de 2014, une nécessité justifiée publiquement par une baisse des dotations de l'État et de la

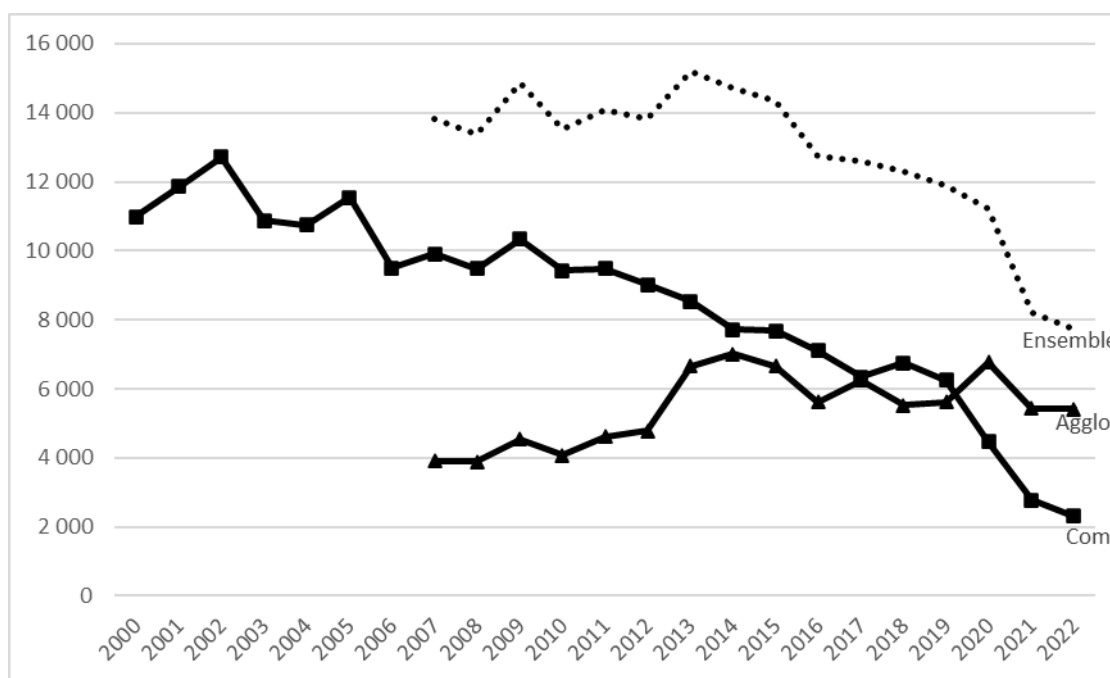
<sup>58</sup> Il figure en 1971 sur la liste de soutien de Daniel Benoist au côté, notamment, de François Mitterrand.

<sup>59</sup> Warnant (A.), « Dans des villes moyennes en décroissance urbaine : le numérique comme ressource ? Les cas de Nevers (Nièvre) et Vierzon (Cher) », *Annales de géographie*, (5), 2022.



fiscalité locale. La réduction des dépenses de la collectivité atteint 1,6 millions d’euros en 2016, dont 388 000 € sont ponctionnés sur les subventions aux associations. Cette baisse, inédite par son ampleur (-14 % entre 2015 et 2016), s’inscrit dans une diminution générale des subventions de la commune et de l’agglomération, dont le montant cumulé passe, de 2015 à 2016, de 13,6 à 12,1 millions d’euros (Figure 8). Elle affecte en premier lieu les associations sportives et culturelles ainsi que les structures parapubliques vouées à « l’action sociale ».

**Figure 8. Subventions versées par la ville et l’agglomération de Nevers (en milliers d’euros constants de 2022)**



Source : Ministère de l’Économie, des Finances et de la Relance, Comptes individuels des collectivités 2000 à 2022. Les données ne sont pas disponibles pour les années précédant 2007 pour l’agglomération.

La réduction du budget communal s’accompagne parallèlement d’une réorientation des dépenses vers de nouveaux secteurs considérés comme stratégiques pour changer l’image de la ville et ainsi attirer de nouveaux habitants et de nouveaux investisseurs – la requalification du patrimoine historique et le soutien aux entreprises du numérique – asséchant ainsi les ressources clientélares traditionnelles des socialistes et de leurs alliés<sup>60</sup>. Elle fragilise en premier lieu la gauche et ses relais et conforte, à l’inverse, la municipalité sortante en lui « octroyant des ressources utiles pour rétribuer et stabiliser [ses] réseaux de soutien »<sup>61</sup>. Cette évolution, qui répond à une demande formulée par la bourgeoisie économique, est ainsi activement soutenue par l’association des commerçants, en particulier par son président qui rejoindra la majorité municipale installée en 2014 à l’occasion des élections suivantes, ou par la chambre de commerce et d’industrie.

À l’occasion des élections municipales de 2020, la principale liste d’opposition, associant EELV, le PCF et une partie du PS, est en net recul. Avec 22,4 % des suffrages exprimés (7,8

<sup>60</sup> Guéraud (É.), Warnant (A.), « Crise du socialisme municipal, déclin urbain et réforme de l’État : Nevers 1971-2020 », *Métropolitiques*, 2020 ?

<sup>61</sup> Briquet (J.-L.), Godmer (L.), *L’ancrage politique*, Septentrion : Presses Universitaires, 2022.

% des inscrits), celle-ci est reléguée loin derrière la liste conduite par le maire sortant, désormais affilié à LREM, qui obtient, dès le premier tour, 51,2 % des suffrages exprimés (17,8 % des inscrits) après avoir mené campagne sur le bilan des actions engagées<sup>62</sup>. Si la population a continué de décliner durant son mandat, le maire demande du temps<sup>63</sup>, tandis que la gauche peine à convaincre de sa capacité à changer les choses, témoignant ainsi d'une fragilisation durable de son ancrage, renforcée par les transformations de l'action publique locale opérées par la nouvelle municipalité après 2014.

\*\*\*

Saisie dans le temps long, de 1971 à 2022, l'histoire du socialisme municipal à Nevers rend compte d'évolutions profondes, que nous avons cherché à appréhender à travers trois grandes périodes : (i) la construction précoce d'un laboratoire d'union de la gauche et de construction du Programme commun dans les années 1970, (ii) le déploiement d'une stratégie visant à replacer la municipalité sur le chemin de la croissance économique et démographique dans les années 1980, qui va renforcer les bases sociales des socialistes, et enfin (iii) un essoufflement de ce modèle dans un contexte de diminution des recettes et des investissements à partir des années 2000. Si l'approche monographique qui a été ici privilégiée peut donner l'impression d'une histoire singulière, rappelons qu'il n'en est rien. Le cas de Nevers rend compte au contraire d'une chronologie observée dans nombre de municipalités gouvernées par les socialistes et leurs alliés durant la même période<sup>64</sup>, de même que des transformations sociales, démographiques et politiques constatées dans un type particulier de villes moyennes, éloigné des grandes agglomérations et fragilisé depuis les années 1970 par le déclin urbain<sup>65</sup>. Au-delà du seul cas de Nevers, il s'agit ainsi de proposer une analyse de la crise du socialisme municipal constaté dans ces villes depuis 2014, dans la perspective plus large d'interroger les « effets de lieu »<sup>66</sup>, non pas en opposant facteurs locaux et nationaux mais en montrant comment les caractéristiques des territoires et des populations qui les habitent renforcent, ou au contraire, atténuent des phénomènes structurels.

À l'évidence, le phénomène du déclin urbain n'épuise pas la variété des hypothèses qui peuvent être formulées afin d'expliquer la crise du socialisme municipal dans ces villes moyennes. Nous avons cependant montré que celui-ci présente des effets sur le peuplement qui sont de nature à accentuer les transformations contemporaines du vote de classe<sup>67</sup> en renforçant, d'une part, la fragilisation du lien entre la gauche et les classes populaires, et en jouant, d'autre part, sur la (dé)mobilisation électorale des différents groupes sociaux. Il ne faudrait pas, pour autant, y voir un effet mécanique selon lequel les transformations socio-démographiques s'articuleraient de manière automatique avec la représentation politique et l'action publique locale. L'étude du cas neversois, des années 1970 à nos jours, fait au contraire apparaître des effets d'inertie et des points de bascule. Si l'alternance de 2014 doit bien à des transformations de la structure sociale, celles-ci sont en réalité engagées depuis plusieurs décennies et ce sont davantage les jeux de (dé)mobilisation électorale qui l'expliquent. L'approche localisée du politique ici mobilisée, qui rappelle que le local

---

<sup>62</sup> Lors de l'inauguration de son local de campagne le 7 décembre 2019, le maire sortant revient sur « ce cœur d'agglomération qui se rénove chaque jour » et sur les actions menées pour « redonner un avenir à Nevers ». Il explique aussi : « Il y a six ans, notre liste incarnait le refus de la fatalité et de la résignation. Nous ne voulions pas, et moi le premier, nous résigner au déclin que certains croyaient inéluctable de notre ville ».

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> Lefebvre (R.), « Qu'est le socialisme municipal devenu ? », art. cit.

<sup>65</sup> Guéraud (É.), Piguet (V.), « Le déclin urbain comme question sociale... », art. cit.

<sup>66</sup> Bourdieu (P.), « Effets de lieu », *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.

<sup>67</sup> Desage (F.), Haute (T.), « Lille : quand l'effondrement du PS ravive le vote de classe », *Métropolitiques*, 2017.

« possède son épaisseur propre, sa dimension spécifique »<sup>68</sup>, apporte, dans ce cadre, un éclairage intéressant sur ces évolutions. Elle rappelle que la chute du PS à Nevers est bien sûr liée à des « variables lourdes », qui dépassent l'espace politique local, mais qu'elle tient aussi à la fragilisation de certains de ses soutiens historiques, la petite bourgeoisie culturelle et les classes populaires des quartiers d'habitat social, ainsi qu'à la capacité de l'opposition d'imputer la responsabilité du déclin aux élus sortants. Cet article permet ainsi, à partir du cas neversois, de souligner l'imbrication entre ces différentes logiques du vote qui, loin de s'opposer, tendent en réalité à se conjuguer par des jeux d'influences réciproques.

Elie Guéraud est sociologue, maître de conférences à l'Université Clermont Auvergne et chercheur au Lescores, associé à l'Ined. Il est l'auteur du livre *Le déclin de la petite bourgeoisie culturelle* publié aux éditions Raisons d'agir.

Achille Warnant est docteur en géographie et chercheur à l'UMR Géographie-cités. Il s'est intéressé dans le cadre de sa thèse, soutenue en 2023, au « problème des villes moyennes » à travers l'évolution de l'action publique locale à Montluçon, Nevers et Vierzon des années 1970 à nos jours.

### **Crisis of Municipal Socialism and Urban Shrinkage. Demographic transformations, (De)electoral mobilizations, and metamorphoses of local public action (Nevers, 1971-2022)**

**Abstract:** This article analyzes the reasons behind the crisis of municipal socialism in Nevers, a mid-sized city in France. Despite being under socialist control since 1971, the city experienced a shift during the 2014 municipal elections, resulting in the victory of an independent candidate. We argue that while this change is influenced by national factors such as the decline in left-wing votes among working classes and the "cartelization" of the Socialist Party, certain local factors have amplified these effects. Demographic decline and increased impoverishment in the 2000s have altered the social foundations of local power, weakening the ability of socialists and their allies to mobilize support due to reduced public resources and/or decreased effectiveness.

**Keywords:** municipal socialism, municipal elections, urban decay, cultural *petite bourgeoisie*, local public action, France

---

<sup>68</sup> Briquet (J.-L.), Sawicki (F.), « L'analyse localisée du politique », *Politix*, 1989.